



GROUPEMENT DE COMMANDES VILLE ET CCAS DE GUIPAVAS

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(C.C.P.)

ACHAT DE PETITES FOURNITURES ET MATERIAUX POUR L'ENTRETIEN COURANT DU PATRIMOINE COMMUNAL

Accord-cadre à bons de commande en application des articles 27 et 78 à 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics

Date limite de remise des offres : 27 décembre 2018 à 12 H 00

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article premier : Objet et durée du marché	3
1-1 Objet	
1-2 Décomposition du marché	
1-3 Modalités de reconduction	
1-4 Indication des montants (marché à bons de commande)	
Article 2 : Documents contractuels	4
Article 3 : Modalités des commandes	4
Article 4 : Avance	4
Article 5 : Retenue de garantie	4
Article 6 : Modalités de détermination des prix	4
6-1 Répartition des paiements	
6-2 Caractéristiques des prix pratiqués	
6-3 Modalités de variation des prix	
6-4 Tranches conditionnelles	
Article 7 : Paiement – Etablissement de la facture	5
7-1 Mode de règlement	
7-2 Présentation des demandes de paiement	
Article 8 : Paiement des cotraitants	6
Article 9 : Paiement des sous-traitants	6
Article 10 : Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	6
Article 11 : Conditions d'exécution des prestations	6
Article 12 : Constatation de l'exécution des prestations	7
Article 13 : Garantie des prestations	7
Article 14 : Assurances	7
Article 15 : Résiliation	7
Article 16 : Dérogation aux documents généraux	7

Article premier - Objet et durée du marché

1-1-Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations désignées ci-dessous :

*Achat de petites fournitures et matériaux pour l'entretien courant
du patrimoine du groupement de commandes Ville - CCAS de Guipavas.*

1-2-Décomposition du marché

Les prestations sont réparties en cinq lots :

LOTS	DESIGNATION
Lot n° 1	Menuiseries bois
Lot n° 2	Matériel de peinture
Lot n° 3	Matériel électrique
Lot n° 4	Quincaillerie
Lot n° 5	Matériel de plomberie sanitaire

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande passé avec un seul opérateur économique pour chaque lot, en application des articles 27 et 78 à 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

1-3-Modalités de reconduction

Le marché est un accord-cadre à bons de commande passé pour une période d'un an à compter du 1er mars 2019. Il est reconductible deux fois par reconduction expresse, pour s'achever le 31 décembre 2021.

La collectivité se prononcera au moins un mois avant la fin de la période annuelle. La reconduction du marché sera considérée acceptée si aucune décision contraire n'est prise avant ce délai. Quelle que soit la décision prise par la collectivité, le titulaire peut faire part à celle-ci, par écrit, au moins un mois avant la fin de la période annuelle, de sa volonté de se dégager du contrat. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Le titulaire devra transmettre deux mois avant la date de validité du marché les nouveaux prix à appliquer pour l'année suivante.

1-4-Indication des montants/quantités

Les prestations faisant l'objet de ce marché sont susceptibles de varier. A titre indicatif les montants moyens annuels 2016 / 2018 s'élevaient à :

LOTS	DESIGNATION	MONTANTS MOYENS ANNUELS HT 2016 / 2018
Lot n° 1	Menuiseries bois	4 991,92 €
Lot n° 2	Matériel de peinture	7 497,40 €
Lot n° 3	Matériel électrique	19 095,30 €
Lot n° 4	Quincaillerie	11 694,93 €
Lot n° 5	Matériel de plomberie sanitaire	21 229,66 €

Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et les annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU);
- le(s) catalogue(s) des prix du fournisseur ;
- le mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 19 janvier 2009 publié au Journal Officiel n° 66 du 19 mars 2009) : pièce connue par les entreprises bien que ne figurant pas au dossier.

Article 3 – Modalités des commandes

Accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui seront adressés au fournisseur et comporteront les précisions suivantes :

- la référence du marché ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le montant du bon de commande ;
- l'adresse de facturation.

Seuls les bons de commande signés par la personne responsable du marché ou son représentant par délégation pourront être honorés par le titulaire.

Article 4 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

Article 5 - Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 6 - Modalités de détermination des prix

6-1-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, à ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

6-2- Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement ce type d'acquisition. Aucun frais prévisible au moment de l'offre ne pourra être facturé en cours de marché. Toute facture présentant de tels frais sera renvoyée à l'entreprise ou un avoir de régularisation devra être émis.

Aucun frais de reprise ne pourra être appliqué en cas d'erreur de commande ou de produits défectueux.

6-3- Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de décembre 2018, correspondant au mois de la remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont ajustables par référence aux tarifs ou barème propre au titulaire du bordereau de prix du marché et du ou des catalogues fournisseurs, pour chaque période de reconduction éventuelle et ce, à la fin de la période initiale du marché, soit à compter du 1^{er} mars 2020.

L'ajustement des prix se fera obligatoirement par transmission du bordereau de prix initial mis à jour par l'entreprise.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'administration contractante son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de deux mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Une clause limitative « butoir » s'appliquera avec une évolution maximum de 2 % l'an.

Le montant global de la proposition réactualisée ne devra pas dépasser 2 %.

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'appliquera : la Commune se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché, si l'augmentation des prix dépasse 2 %.

Lorsque l'ajustement a été effectué provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante.

6-4-Tranches conditionnelles

Sans objet.

Article 7 - Paiement-établissement de la facture

7-1-Mode de règlement

Les prestations, objet du présent marché, seront réglées dans les conditions fixées par la législation de la comptabilité publique, par mandat administratif, sous un délai de 30 jours à compter de la réception des factures en mairie de Guipavas.

7-2-Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies mensuellement sous forme dématérialisée en privilégiant le portail Chorus Pro. Elles porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date et le numéro des bons de commande ;
- la date de la facturation ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total de la prestation.

Il est établi une facture par domaine d'activités et par budget.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

Article 8 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Article 9 – Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de la collectivité au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à la collectivité. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par la collectivité de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. La collectivité informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 10 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Article 11– Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché). Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Stockage, emballage :

Le stockage et l'emballage des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 12 – Constatation de l'exécution des prestations

12-1- Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même du retrait de la fourniture (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

12-2- Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

Article 13 – Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 28 du CCAG-FCS.

Article 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 15 - Résiliation

Outre les clauses de résiliation prévues par les articles 29 à 36 du CCAG-Fournitures courantes et Services, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure préalable et sans indemnités.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 16 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Néant.

Fait à Guipavas le

Le Maire

Lu et accepté,

Le prestataire
(Date, cachet, signature)

